

ARRÊTÉ

**portant mise en demeure de l'installation classée pour la protection de l'environnement
SARL DU BREIL SABLE à Plumieux**

Le préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, notamment les livres I, II, V, et ses annexes ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment l'article 44 ;
- Vu** le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 juin 2022 portant nomination de M. David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 mai 2023 portant nomination de Mme Emeline BARRIERE, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 juin 2023 portant délégation de signature à M. David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 juin 2021 autorisant la SARL DU BREIL SABLE, dont le siège social est situé lieu-dit « Le Breil Sablé » à Plumieux à exploiter à la même adresse une unité de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute d'une quantité de matières traitées de **48 tonnes par jour** ;

Vu le rapport n° CF/JLP/2023/10/17/02 du 24 novembre 2023 des inspecteurs de l'environnement de la direction départementale de la protection des populations ;

Vu l'envoi en recommandé avec accusé de réception des inspecteurs de l'environnement en date du 8 décembre 2023 transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à la SARL DU BREIL SABLE qui précise qu'un délai de 15 jours lui est laissé pour faire part de ses observations ;

Considérant qu'en application du décret n° 2013-1301 du 27 décembre 2013 modifié susvisé, l'installation est soumise au régime de l'enregistrement ;

Considérant que le contrôle réalisé le 17 octobre 2023 en présence de l'exploitant a mis en évidence :

- l'absence de clôture du site de méthanisation ;
- le défaut de moyens de lutte externe contre l'incendie, d'une capacité de 240 m³ ;

Considérant que ces anomalies sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit qu'en cas d'inobservation des conditions imposées à l'exploitant, le préfet met en demeure ce dernier d'y satisfaire dans un délai déterminé et que le délai fixé est suffisant pour :

- sécuriser le site par une clôture suffisante ;
- disposer de moyens de lutte contre l'incendie ;

Considérant l'absence de réponse au rapport d'inspection et au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure annexé dans le délai de 15 jours ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1^{er}

La SARL DU BREIL SABLE, dont le siège social est situé lieu-dit « Le Breil Sablé » à Plumieux, est mise en demeure pour l'unité de méthanisation exploitée à la même adresse, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter **dans un délai de 2 mois** :

- l'article 17 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 qui prévoit que l'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée
- l'article 23 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 qui prévoit la mise en place de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

Article 2 - Sanctions

En cas d'inobservation des présentes dispositions, l'exploitant encourt les sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 alinéa 2, points 1, 2, 3 et 4 du code de l'environnement (consignation, exécution d'office, suspension, paiement amende ou astreinte administrative), sans préjudice des suites pénales éventuelles.

Article 3 - Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision à l'exploitant.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné précédemment.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérécurse citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr

Article 4 - Publication

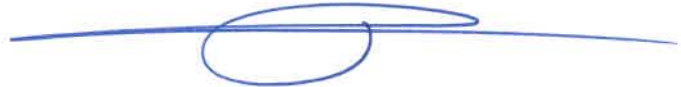
L'arrêté préfectoral de mise en demeure est mis en ligne sur le site Internet de la préfecture des Côtes-d'Armor : www.cotes-darmor.gouv.fr pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans.

Article 5 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Plumieux et la directrice départementale de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la SARL DU BREIL SABLE.

Saint-Brieuc, le 24 JAN. 2024

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



David COCHU

